

COMPTE-RENDU DE L'AG DU 9 AVRIL 2014

Ce compte-rendu est le fruit de plusieurs participants à l'AG interpro du 9 avril. Il cherche à retranscrire le mieux possible les débats et décisions qui ont été prises lors de celles-ci. Si quoique ce soit manquait, n'hésitez pas à faire remonter les oublis...

Ce compte-rendu est modifiable !

L'AG INTERPRO, UNE INITIATIVE DU COMITE INTERPRO DU NORD-EST PARISIEN

L'Assemblée Générale Interpro de Jeudi organisée à la fin de la journée d'action syndicale de la CGT, CGT-FO, FSU et Solidaire a été faite à l'initiative du Comité Interpro du Nord-Est Parisien.

L'appel à l'AG Interpro avait pour but :

- *La coordination des luttes en une lutte de classe contre les classes dirigeantes et leur Etat.*
- *Organiser la défense immédiate des conditions de vie et de travail de tous les travailleurs, condition sine qua non pour préparer la future offensive contre le capitalisme.*

Le comité défend la nécessité pour tous les travailleurs de s'organiser en comité dans les entreprises, les quartiers, les villes, pour la jeunesse dans les lycées, les facs, et de se coordonner pour contrôler et diriger les luttes sans laisser le soin à d'autres qu'eux-mêmes de choisir leurs revendications et moyens de lutte.

LA PARTICIPATION A L'ASSEMBLEE GENERALE

L'AG a réuni un peu plus de 50 personnes : des lycéens, étudiants, salariés, chômeurs, retraités. Si un certain nombre des présents sont syndiqués à la CGT, FO, Solidaires ou à la CNT, ou membre de Collectif (Quartiers Libres), du MILI (Mouvement Inter Luttes Indépendants), de l'Antifa Paris, du Bloc Rouge, etc., tous n'étaient pas syndiqués ou non membre d'une organisation.

La discussion a été franche et ouverte.

LES DEBATS

Les débats ont porté sur la situation sociale, politique, l'état du système capitaliste, les attaques patronales, la politique des organisations syndicales, l'extrême gauche et ce que nous pouvions faire...

La politique de collaboration de classe des bureaucraties syndicales et la politique des organisations de l'extrême gauche officielle

De nombreuses interventions ont lieu sur la politique des bureaucraties syndicales. Certaines dénonçaient le caractère de collaboration de classe des bureaucraties syndicales qui sont liées à la gauche et à l'Etat. Elles organisent l'éparpillement des luttes ou grève aujourd'hui et sont l'un des obstacles vers la convergence des luttes et leur unification en une lutte de classe.

Des interventions allant dans le sens contraire. Face à l'orientation actuelle des directions syndicales certains ont défendu que la massification est une des réponses pour réorienter les syndicats dans l'établissement d'un rapport de force. Pour d'autres, la massification n'est pas suffisante car l'exemple de l'Allemagne et des pays nordiques démontrent qu'un taux de syndicalisation à 80% n'empêche pas une politique d'accompagnement des contre-réformes.

Malgré les divergences sur la politique de collaboration de classe ou non de la bureaucratie syndicale, la plupart des intervenants ont estimé que participer aux seules journées d'actions syndicales ne suffit pas.

Des critiques ont été faites sur la politique des organisations comme LO, NPA ou AL par exemple qui sont suivistes vis-à-vis des syndicats. Elles ne militent pas du tout en vue de l'auto-organisation des travailleurs et de la population en comités.

La question de la grève générale

Si tout le monde convenait de la nécessité d'une grève générale, il n'y a pas eu de débats plus approfondi sur les circonstances favorables à l'émergence d'une telle riposte. Ce qui ressortait de la discussion c'est qu'aujourd'hui les travailleurs, en CDI ou précaire, avec ou sans emploi, avec ou sans papier, la jeunesse, les retraités subissent les mêmes

attaques de la part de ce gouvernement et des capitalistes. Et que pour faire face à ces attaques, il ne suffit plus de se battre entreprise par entreprise, catégorie par catégorie,..., mais bien tous ensemble.

Sur la grève générale, il a été précisé que le tract diffusé n'avait pas pour objectif d'appeler de manière incantatoire à la grève générale. Pour certains la situation est favorable à un tel mouvement. C'est dans cette perspective qu'on doit s'organiser pour s'y préparer. Pour cela il a été défendu la nécessité d'organiser des comités de travailleurs sur tout le territoire afin d'éviter la trahison comme en 36 ou 68.

L'état du système capitaliste

Il y a eu des interventions sur l'état du système capitaliste et la signification de la crise de 2007/2008. Est-ce une énième crise de conjoncture du capitalisme ou bien un effondrement majeur comme le capitalisme a déjà connu ouvrant une période de guerres et révolutions ?

Qu'est-ce qu'être un travailleurs aujourd'hui ?

Quelques interventions autour de la notion de travailleurs, certains participants ne se reconnaissant pas dans cette terminologie car chômeur ou précaire.

Pour d'autres le terme travailleur recouvre les salariés qu'ils soient en CDI, CDD, précaires avec ou sans emplois ou papiers.

L'intervention des lycéens lors de la journée d'action du 9 avril

Un militant du MILI est intervenu pour expliquer les actions de blocage menées dans les lycées. A noter que les lycéens se sont donnés eux-mêmes leurs propres objectifs et ne sont pas cantonnés à suivre les appels syndicaux à manifester. Ils ont organisé le matin même une manif sauvage.

Il faut continuer à discuter l'action des lycéens et étudiants et leurs interventions dans le mouvement.

Les liens à construire entre travailleurs, comment unifier les luttes

Il a été discuté de la difficulté de nouer des liens entre travailleurs d'entreprises différentes. Comme en 2014 pendant la grève cheminote, aller voir les hospitaliers, les enseignants, les postiers qui sont à 500 mètres a été difficile. D'autant que c'était combattu par les directions syndicales. Afin d'y remédier des propositions ont été faites pour aller sur les boîtes en grève pour discuter avec les salariés, voir comment les aider et construire l'unification des luttes.

Revendications défensives ou offensives

Il a émergé des débats qu'à la défense des acquis, il fallait opposé des revendications offensives comme la réduction du temps de travail, l'augmentation des salaires, et l'amélioration du code du travail...

LES PROPOSITIONS D' ACTIONS COMMUNES

Pour faire vivre une telle initiative et l'élargir, l'assemblée a discuté des actions qu'elle pourrait mener.

- 1/ la participation à la Manif du 1^{er} Mai
- 2/ l'organisation d'une AG après la manif du 1^{er} mai
- 3/ Radio France
- 4/ Prendre contact avec des entreprises en grève pour avancer vers l'unification des luttes.

Nous avons discuté de manière approfondie les trois premiers points.

1/ Concernant la manif du 1^{er} mai, plusieurs propositions ont été faites, débattues puis votées :

- 1/ faire parti du cortège traditionnel (16 voix)
- 2/ faire un point fixe avec intégration dans la manif (23 voix)
- 3/ faire un rassemblement puis partir en cortège vers la manif (11 voix)
- 4/ organiser une manif sauvage (2 voix)
- 5/ un point fixe sur la manif (13 voix)

C'est la proposition n°2 qui a été retenue.

Concernant la manif, il a été proposé (même si cela n'a pas été voté) de prendre contact avec des collectifs, sections syndicales, etc., pour la prochaine réunion afin de discuter de notre initiative et d'une possible collaboration.

Il a été dit que cette action serait modifiable en fonction du nombre de participants.

Sur Radio France, deux personnes ont été mandatés pour assister à leur AG le vendredi 10 avril et prendre contact.

2/ Sur l'organisation d'une AG le 1^{er} mai.

L'AG a voté unanimement le principe d'organiser une nouvelle AG après la manif du premier mai. Il reste à définir un lieu (Bourse du travail et facs fermés)

DATE DE LA PROCHAINE REUNION DU COMITE INTERPRO

La salle Léon Jouhaux a été réservée pour jeudi 16 avril 2015 à partir de 18H. La date et l'heure ont été votées.

PROPOSITION D'ORDRE DU JOUR POUR LA REUNION DU 16 AVRIL

Nous soumettons un ordre du jour ouvert et modifiable qui sera à définir à la réunion du 16 par ses participants.

- Structuration des débats en AG et dans les séances plénières du Comité (tour de paroles, durée des interventions, votes...)
- Organisation et structuration du suivi entre chaque réunion (mail, compte-rendu...)
- L'organisation du 1^{er} mai (point fixe, cortège, AG)
- Nouer des contacts avec les entreprises en grèves. Comment avancer vers l'unification des luttes
- proposition de déclaration suite à la réunion de l'assemblée interprofessionnelle du 9 avril à la Bourse du Travail de Paris

Proposition de Robin Goodfellow

Bonjour,

Lors de l'AG du 9 avril, des camarades présents ont évoqué l'idée d'avancer des revendications propres, qui sortent d'une logique purement défensive qui reviendrait à avaliser un statu quo (par exemple sur la "défense du code du travail", mot d'ordre qui revient à l'accepter tel qu'il est et à se priver de travailler à son remaniement dans un sens plus favorables aux prolétaires).

Nous pensons que cette proposition pourrait être mise en œuvre par le comité afin de pouvoir opposer aux mots d'ordre réformistes et gauchistes des mots d'ordre susceptibles de favoriser une dynamique de lutte lors des mouvements sociaux en cours ou futurs.

De plus cela favorise aussi la logique "interpro", puisque, comme le disait M. lors de la réunion préparatoire du 3/4, la question de la santé, par exemple, n'est pas seulement l'affaire des travailleurs hospitaliers, mais de toute la classe ouvrière.

Nous serions donc favorables à ce que les prochaines réunions du comité se penchent sur ces questions.

Fraternellement

RG